



## Le Syndicat National de l'Administration Scolaire, Universitaire et des Bibliothèques

Collèges, lycées, GRETA, EREA, rectorats, DSDEN, CIO, établissements d'enseignement supérieur, Canopé, CNED, CROUS, ONISEP, laboratoires, bibliothèques, Jeunesse et sports...

### Intervention du SNASUB-FSU lue lors du débat général du premier jour du 11<sup>e</sup> congrès national de la FSU réuni à Rennes

**Le SNASUB-FSU représente ceux et surtout celles dont le travail est indispensable pour faire fonctionner les établissements et services de l'éducation, du collège à l'université,** ainsi que les établissements de Jeunesse et Sports. Sans leur travail, pas de salaires versés, pas d'informatique, pas de travaux pratiques dans le secondaire, pas d'inscription des élèves et étudiant.es, pas d'accompagnement à la réussite des étudiant.es et à la recherche, pas de ressources documentaires dans les bibliothèques universitaires ou de la Culture, pas de resto U, et la liste pourrait être très longue tant nos métiers sont nombreux.

**Pourtant, ces personnels, en sous-effectif, sont maltraités par les politiques salariales de la fonction publique,** dégradant les conditions de travail et l'attractivité des métiers. Toutes les catégories hiérarchiques sont concernées, et avant tout les catégories C et B, tout comme les toujours plus nombreux personnels contractuels.

**Il est grand temps qu'elles et ils soient enfin rémunérés à la hauteur des missions et métiers exercés!** Il est grand temps d'en finir avec la smicardisation des traitements par la revalorisation significative de la valeur du point d'indice, la reconstruction des grilles de carrières et l'intégration des primes mensuelles. Il est plus que temps d'obtenir une requalification de masse pour les catégories C et B qui ont vu leurs tâches évoluer mais évidemment pas les statuts.

**En ces temps où les gouvernements Macron, sous emprise de l'extrême droite, se succèdent** et cherchent à imposer des budgets austéritaires, nos services publics sont remis en cause, des menaces sérieuses pèsent sur nos emplois publics et les mesures de redéploiements et de gels de postes sont nombreuses; ces mesures sont amplifiées par un discours politique démagogique et faux sur une suradministration de la

fonction publique ciblant en particulier les services centraux ou délocalisés comme bouc émissaire.

Dans cette situation, nous avons besoin de mener une action syndicale déterminée, pour être plus nombreuses et nombreux, pour être plus forts :

- Pour combattre la priorité donnée à l'emploi contractuel sur les postes vacants, pour revendiquer la déprécarisation de nos services et améliorer les conditions de travail de toutes et tous;
- Pour obtenir un plan de titularisation massif qui permette l'accès au statut pour les collègues non titulaires et renforce et stabilise les équipes de titulaires;
- Pour obtenir l'égalité professionnelle, qui n'est pas près d'arriver par l'application des seuls plans d'action ministériels. Dans nos métiers très féminisés, les femmes restent moins nombreuses dans les postes à responsabilité et les hommes toujours mieux payés. À la veille du 8 mars, on a besoin de mandats forts, sur l'égalité salariale, la garantie de progressions de carrière équivalentes, jusqu'à la retraite...
- Pour défendre les agents publics et les services publics et leur action redistributive.
- Pour défendre et rétablir une fonction publique statutaire et de carrière.

**Évidemment, toutes ces revendications ne peuvent être satisfaites dans le carcan austéritaire des politiques actuelles.** À notre syndicalisme d'œuvrer utilement aux indispensables mobilisations capables d'aboutir à leur satisfaction. À nous de recréer du lien entre les collègues et de renforcer les solidarités syndicales, de défendre d'autres perspectives politiques. **C'est une urgence absolue,** à l'heure où le risque d'une austérité généralisée appliquée au pays accroît toujours plus les risques d'arrivée de l'extrême droite au pouvoir.

Rennes, le lundi 3 février 2025.